

[Texte]

problems, too numerous to mention. However, we wish to advise this committee that in the area of policy formulation our greatest impediments to addressing social and economic problems have to do with the lack of resources and imposed measures of administrative control by the federal departments.

It is imperative that this committee begin to address the proper arrangements that should govern our relationships in the area of program development and service delivery. For instance, in the area of child care, which is a serious need in our communities, this government has not identified resources needed for First Nations to provide programs and services. In fact, in the last budget cut before summer, the moneys identified for Indian child care in the amount of \$60 million was cut.

In addition, in the area of Indian child welfare, the Federal Cabinet, in lifting the moratorium for the establishment of new Indian child and family services agencies, neglected to appropriate new fiscal resources to enable First Nations to organize and deliver new child welfare services for their children and families.

Where will the additional money come from to enable First Nations to provide such services? Will the money come from the existing social affairs budget of the Department of Indian Affairs? Will the existing budget of Indian child and family service agencies in British Columbia, Manitoba, Ontario, New Brunswick, and Nova Scotia be affected as new agencies are established in other parts of Canada—Saskatchewan, Alberta, British Columbia, and the north?

We are also very concerned about the direction of the Indian child welfare in Canada. The discussion paper put out by the Department of Indian Affairs clearly states that provincial jurisdiction will be utilized to mandate Indian child and family service agencies across Canada. We ask this committee, why is the Department of Indian Affairs, which has a whole department and program on Indian self-government, refusing to acknowledge and respect the Indian jurisdiction over our children and families?

We urge this committee to review the whole area of policy formulation as quickly as possible and, in particular, to find alternatives to the current practice of policy formulation which is based on the denial of our rights and freedoms.

Mr. Chairman, there are many issues, all of equal importance. In our work we are overwhelmed by the demands of First Nations across the country to respond to their needs and problems. The funding for the Assembly of First Nations in support of the work that we do has not been a priority of the federal government. For instance,

[Traduction]

problèmes, il serait trop long de les énumérer. Toutefois, nous tenons à vous signaler qu'en ce qui concerne la formulation des politiques, ce qui nous gêne le plus dans la recherche de solutions aux problèmes socio-économiques, c'est notre manque de ressources et les mesures de contrôle administratif que nous imposent les ministères fédéraux.

Il est impératif que vous commenciez à examiner quelles modalités devraient régir nos relations dans l'élaboration des programmes et la prestation des services. Et par exemple, en ce qui concerne la garde des enfants, dont nous avons grandement besoin dans nos communautés, le gouvernement actuel n'a pas réservé de ressources financières afin que les premières nations puissent offrir les programmes et services nécessaires. En fait, lors des dernières compressions budgétaires d'avant l'été, on a éliminé les 60 millions de dollars qui avaient été réservés à la garde des enfants indiens.

En outre, en ce qui concerne l'aide sociale aux enfants indiens, le Cabinet fédéral, mettant fin au moratoire qui touchait la mise sur pied de nouveaux organismes indiens de services à l'enfance et à la famille a négligé d'accorder de nouvelles ressources financières qui auraient permis aux premières nations d'organiser, d'offrir de nouveaux services sociaux aux enfants et à leurs familles.

Où les premières nations trouveront-elles l'argent nécessaire pour fournir de tels services? Faudra-t-il puiser à même le budget actuel des affaires sociales du ministère des Affaires indiennes? Le budget actuel des organismes sociaux indiens en Colombie-Britannique, au Manitoba, en Ontario, au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse sera-t-il touché par l'établissement de nouveaux organismes dans d'autres régions du pays, en Saskatchewan, en Alberta, en Colombie-Britannique et dans le Nord?

Nous nous préoccupons également beaucoup de la direction que prend l'aide sociale aux enfants indiens au Canada. Dans le document que le ministère des Affaires indiennes a distribué aux fins de la discussion, il est clairement dit que les organismes indiens d'aide à l'enfance et à la famille recevront, où que ce soit au Canada, leur mandat des autorités provinciales. Nous vous demandons pourquoi le ministère des Affaires indiennes qui est responsable de l'administration du programme sur l'autonomie indienne refuse de reconnaître et de respecter la compétence des Indiens sur les enfants et leurs familles?

Nous vous exhortons à revoir toute cette question de la formulation des politiques, aussi rapidement que possible et plus particulièrement, de trouver d'autres options que l'actuelle pratique qui repose sur le refus de nos droits et de nos libertés.

Monsieur le président, il y a de nombreuses autres questions, toutes aussi importantes les unes que les autres. Dans notre étude, nous avons été étonnés de constater à quel point les premières nations à travers le pays exigent que l'on trouve une solution à leurs besoins et à leurs problèmes. Le gouvernement fédéral n'a pas jugé